

Septembre 1961

Les élections législatives donnent une majorité au Parmehutu (Parti pour l'émancipation des Hutu) ; formation du gouvernement de Grégoire Kayibanda, chef du Parmehutu.

28 janvier 1961

Lors d'un référendum, la majorité de la population se prononce en faveur de l'abolition de la monarchie tutsi.

1^{er} juillet 1962

Indépendance du Rwanda. Grégoire Kayibanda en devient le premier président.

Décembre 1963

Raid des royalistes tutsi exilés ; fin 1963, en représailles, massacres de Tutsi, nouveaux exils.

1964

120 000 réfugiés rwandais dont 80 000 réfugiés en Ouganda reçoivent de l'assistance du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR).

Juillet 1973

Nouvelle épuration antitutsi au Rwanda, notamment dans les écoles (contre les étudiants et les professeurs). Coup d'État de Juvénal Habyarimana.

1988

Des tensions ethniques sont observées sur le campus universitaire de Butaré durant les années 1980.

Discours du président Habyarimana aux Nations Unies où il invoque la surpopulation du pays pour refuser le droit de retour inconditionnel des réfugiés.

Décembre 1988

Le président Habyarimana, candidat unique, est réélu avec 99,8 % des voix.

1989

Les chiffres les plus conservateurs dénombrent un demi-million de réfugiés dans les pays de la région (Tanzanie, Zaïre, Burundi, Ouganda).

Février 1989

(**Rwanda - Ouganda**) : Le Rwanda et l'Ouganda nomment une commission mixte chargée d'examiner le problème des réfugiés. Dans son rapport (mai 1990), la commission propose d'accepter le retour d'un certain nombre de réfugiés sur une base individuelle si, au préalable, les candidats peuvent faire la preuve de leur capacité à subvenir à leurs besoins. Le droit des réfugiés à conserver leur nationalité n'est pas reconnu.

1^{er} octobre

(**Rwanda/GVT - FPR**) : Le Front patriotique rwandais (FPR), essentiellement composé de Tutsi en exil, attaque le Rwanda à partir de la frontière ougandaise pour obtenir

le droit de retour des Tutsi exilés et pour revendiquer la démocratisation du régime.

(**France - Zaïre - Rwanda**) : La France (liée par l'accord militaire du 18 juillet 1975) et le Zaïre envoient des troupes en appui au régime du président Habyarimana et stoppent l'avancée rapide du FPR.

5 octobre

(**Canada/ACDI - Rwanda**) : Lors de sa rencontre à Ottawa avec le ministre de l'Éducation du Rwanda, la ministre des Relations extérieures et du Développement international, Monique Landry, s'est dite préoccupée par les combats qui ont eu lieu à Kigali.

6 octobre

(**Canada/MAECI/ACDI**) : Première évacuation du personnel de la coopération canadienne.

1991**29 mars**

(**Rwanda/GVT - FPR**) : Premier cessez-le-feu (non respecté) entre les forces du FPR et les Forces armées rwandaises (FAR).

10 juin

(**Rwanda/GVT**) : Le régime de parti unique (MRND - Mouvement républicain national pour la démocratie) du président Habyarimana concède le multipartisme. Formation de partis d'opposition dont : le MDR (Mouvement démocratique républicain), le PL (Parti libéral), le PSD (Parti social-démocrate).

26 octobre

(**Rwanda/GVT - FPR**) : Un second cessez-le-feu (non respecté) est signé à Gbadolite (Zaïre).

1992**6 avril**

(**Rwanda/GVT**) : Formation d'un gouvernement de transition accordant des postes ministériels à l'opposition dont le poste de premier ministre dévolu à Dismas Nsenyiremye du MDR.

12 juillet

(**OUA/GOMN - Rwanda**) : Troisième cessez-le-feu. Des observateurs militaires provenant du Nigéria, du Zimbabwe, du Mali et du Sénégal forment le Groupe d'observateurs militaires neutres (GOMN I) envoyé par l'OUA pour faire respecter le cessez-le-feu.

(**Rwanda/GVT - FPR**) : Début des négociations entre le gouvernement de transition et le FPR à Arusha (Tanzanie).